

Zitierhinweis

Poulot, Dominique : recension de : Nabila Oulebsir, Les usages du patrimoine. Monuments, musées et politique coloniale en Algérie (1830-1930), Paris : Éditions de la MSH, 2004, dans : ~ Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2007, 4 - Histoire culturelle, p. 367-369, DOI: 10.15463/rec.1189720555, téléchargé depuis Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

moine, tandis qu'aujourd'hui tout territoire peut être déclaré patrimoine, dans la nouvelle perspective d'une éthique de la reconnaissance mondiale des cultures » (p. 178). Ce n'est pas un hasard si le mouvement de patrimonialisation implique en quelque sorte un inventaire des différences culturelles à l'échelle de la planète ; « heritage is a way of producing 'hereness' » écrit Barbara Kirshenblatt-Gimblett¹, soulignant ainsi les rapports étroits qui unissent l'entreprise du patrimoine à la question de la diversité culturelle et de l'industrie du tourisme.

Cet ouvrage, malgré son titre, n'est pas une histoire du patrimoine en Occident, mais plutôt celle du patrimoine en France, particulièrement focalisée sur les « fondations du patrimoine national » (p. 21), malgré quelques comparaisons avec d'autres contextes européens, notamment anglais et italien. L'ampleur du sujet traité impliquait, certes, des choix ; cependant, on ne peut que regretter l'absence notable de références à l'histoire du patrimoine des pays de la péninsule Ibérique comme des pays scandinaves.

Dans la conclusion, D. Poulot soulève la question de « l'intérêt d'une histoire des métamorphoses patrimoniales » ; elle consisterait à « nous apprendre combien les significations des choses ont évolué, mais aussi et surtout, au-delà de cette seule 'fortune critique', comment nos ancêtres ont donné un sens à leur héritage : c'est-à-dire quelles figures de la mémoire culturelle ils ont privilégiées par rapport à celles dont nous usons aujourd'hui » (p. 189). Le recours à un sujet collectif et au processus de transmission du patrimoine en termes de filiation peut sembler quelque peu surprenant, si l'on tient compte des remarques précédentes de l'auteur tant au sujet des identités culturelles multiples et changeantes qu'en ce qui concerne la rupture de la filiation et la fracture dans la transmission. Ces remarques ne diminuent en rien l'apport de cet ouvrage aux débats actuels autour des enjeux mémoriels.

NÉLIA DIAS

1 - BARBARA KIRSHENBLATT-GIMBLETT, « Destination museum », in *Id.*, *Destination culture: Tourism, museums, and heritage*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1998, p. 153.

Nabila Oulebsir

Les usages du patrimoine : monuments, musées et politique coloniale en Algérie (1830-1930)
Paris, Éditions de la MSH, 2004, 416 p.

Issu d'une thèse, ce livre n'est pas sans évoquer, par son papier glacé, sa maquette sur deux colonnes, et les photos noir et blanc qui l'illustrent, ces publications érudites du premier XX^e siècle qui faisaient figure de sommes. Cette histoire de la politique officielle de conservation des monuments en Algérie, de la conquête jusqu'à la célébration de son centenaire, est divisée en deux parties autour de la décennie charnière de 1880. La première est consacrée à « Rome ou l'Orient », avec en sous-titre « L'art, l'armée et le patrimoine monumental », tandis que la seconde porte sur la période 1880-1930, et pose la question de « L'Orient ou la Méditerranée ? ». L'édition conserve les caractéristiques formelles de la thèse à la française – le souci de symétrie des parties et la profusion des notes de bas de pages témoignent du respect méticuleux des codes du genre. Et de riches annexes fournissent des notices sur les différents intervenants.

Le premier volet de l'exploration de l'Algérie est lié à la personnalité d'Adrien Dauzats, peintre d'architecture, qui inscrit sa mission de septembre à novembre 1839 sur les traces des *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*¹. Mais dès le débarquement en 1830, les militaires manifestent un intérêt spontané pour l'archéologie, ce qui conduit à l'idée d'une mission. Amable Ravoisié, ancien élève des Beaux-Arts de Paris, qui avait participé à l'exploration scientifique de Morée en 1829-1830 et avait relevé les monuments de la Grèce, rassemble en Algérie 700 dessins de monuments romains ainsi que des « restitutions primitives »². L'appropriation des antiquités se joue ensuite entre souci de *l'in situ* et volonté de transférer certaines pièces à Paris (ainsi le projet de démonter l'arc de triomphe de Djemila). La création du service des bâtiments civils et de la voirie en 1843, puis de l'Inspection générale des monuments historiques et des musées archéologiques de l'Algérie dix ans plus tard manifestent la volonté de l'État de prendre des mesures en faveur des « objets d'art, antiquités, débris archéologiques, en un mot de tous les monuments du passé que le

présent découvrir », selon les termes du préfet de Constantine en 1853. Les musées d'Alger (1838) et de Cherchell (1840) sont rejoints par celui de Constantine (1852), né de l'initiative de la société archéologique locale, puis celui de Tlemcen (1857), fondé par un arabisant, Charles Brosselard, dont l'originalité est de n'accueillir que des objets d'art et d'archéologie musulmans. Mais beaucoup de ces musées ne sont que des dépôts sans personnel attiré. Enfin, lors d'une mission en 1872, Edmond Duthoit, architecte disciple de Viollet-le-Duc, cherche, notamment à Tlemcen, la signification de l'art arabe à travers une quête généalogique, en particulier avec l'Espagne musulmane : c'est le modèle hispanomauresque, pièce de l'imaginaire médiéval dans la réflexion architecturale française.

La seconde partie du livre, nettement plus brève, envisage d'abord l'institutionnalisation de la conservation du patrimoine monumental et des collections, à travers le service des monuments historiques et les musées d'archéologie, les chantiers de fouille et de restauration, enfin l'application en Algérie de la réglementation métropolitaine – les lois de 1887 et de 1913. Il s'agit aussi d'examiner la situation spécifique du patrimoine à Alger durant les trente premières années du ^{xx}^e siècle, tant dans la création et les publications du Comité du vieil Alger que dans l'adoption d'une architecture officielle néomauresque, avec la médersa, l'hôtel des Postes et la préfecture. Le tour d'horizon s'achève par l'étude de la célébration du centenaire de la conquête et celle du référent méditerranéen, du beau paysage et de la latinité exaltée. Suivant les conclusions de Charles-Robert Ageron, Nabila Oulebsir consacre également quelques pages au mouvement « Jeune Algérien » et aux revendications des lettrés arabisants. Ce volet souffre un peu d'envisager à la fois l'histoire de l'urbanisme algérois, l'histoire des pratiques commémoratives, l'histoire de l'architecture et de la politique contemporaine, et celle des représentations culturelles, au risque d'équivoques. Par exemple, le concept de « patrimoine » semble recouvrir depuis l'indépendance à la fois la mise en valeur des sites antiques – « l'arc de triomphe de Djemila, continuellement photographié et reproduit dans les revues ainsi que sur les affiches ou les calendriers, est

comme une icône des temps antiques » – et la revendication de réalisations exemplaires : une cité de Fernand Pouillon, Diar-es-Saâda, livrée en novembre 1954, figure au moins sur un billet de banque de la fin des années 1960. Cependant le patrimoine ne fait pas l'objet d'une politique avant le début de la décennie 1990 : la validité d'une lecture qui se voudrait unifiée par le point de vue « patrimonial » s'en trouve menacée.

Encadré, en introduction, par les appels de Mohammed-Chérif Sahli à « décoloniser l'histoire »³, et en conclusion par la méditation du sociologue Abdelmalek Sayad sur « Histoire et recherche identitaire », l'ouvrage veut s'inscrire dans l'historiographie des usages politiques du passé. Mais il ne dit rien de l'appropriation passée par les populations, sinon sur le mode du négatif, ainsi quand l'archéologue allemand Johannes Schmidt rapporte en 1883, devant l'Académie de Berlin, que le gouvernement général a prescrit aux administrateurs d'interdire l'exploitation des ruines antiques à titre de carrières, « mais [que] ses ordres sont restés lettres mortes ». Pour le temps présent, il s'agit de défendre les valeurs savantes de bonne gouvernance du patrimoine contre les appropriations jugées factices des monuments ou du tissu urbain. L'auteur répond ainsi aux dénonciations algériennes rétrospectives de la patrimonialisation du colonisateur par une exigence de relativité temporelle des méthodes et des démarches d'alors. Mais elle met également en exergue le cas de la « Maison indigène du centenaire », réalisée par l'architecte Léon Claro en 1930 d'après le modèle d'une maison de la Casbah, avec des matériaux récupérés, et qui illustre, sur commande du Gouvernement général de l'Algérie, le style néomauresque : cet édifice sera transformé en 1998 en « Maison du millénaire » – pré-coloniale – pour abriter un service du ministère de la Culture. N. Oulebsir assume ici une histoire à valeurs du patrimoine – et précisément un propos d'expert qui juge cette attitude « en retard » sur la réflexion occidentale. Cette manière de penser la juxtaposition des espaces, métropolitain et colonisé, sur le mode des renvois critiques à des historicités, synchrones ou non, demeure à interroger.

DOMINIQUE POULOT

1 - CHARLES NODIER, JUSTIN TAYLOR et ALPHONSE DE CAILLEUX, *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, Marseille, Laffitte, [1820-1878] 1977, 20 vol.

2 - Voir MARIE-NOËLLE BOURGUET, BERNARD LEPETIT, DANIEL NORDMAN *et al.* (dir.), *L'invention scientifique de la Méditerranée. Égypte, Morée, Algérie*, Paris, Éditions de l'EHESS, « Recherches d'histoire et de sciences sociales-77 », 1998 et MARIE-NOËLLE BOURGUET, DANIEL NORDMAN, VASSILIS PANAYOTOPOULOS *et al.* (éd.), *Enquêtes en Méditerranée. Les expéditions françaises d'Égypte, de Morée et d'Algérie*, Athènes, Institut de recherches néohelléniques/FNRS, 1999.

3 - MOHAMMED-CHÉRIF SAHLI, *Décoloniser l'histoire, introduction à l'histoire du Maghreb*, Paris, F. Maspéro, 1965.

Véronique Long

Mécènes des deux mondes.

Les collectionneurs donateurs du Louvre et de l'Art Institute de Chicago, 1879-1940

Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Art et Société », 2007, 243 p.

Issu d'une thèse de doctorat, cet ouvrage a pour ambition de dresser une généalogie des collections, une stratigraphie des collectionneurs donateurs, un inventaire des modèles culturels, des goûts et des transferts de goûts, et de « regards propres », enfin un tableau des mécanismes et des processus juridiques de la donation des collections. Riche dans ses développements thématiques, il adopte une démarche pluridisciplinaire d'histoire comparée, appliquée aux deux cercles fermés des 380 collectionneurs donateurs du Louvre, d'un côté, et des 276 de l'Art Institute de Chicago, de l'autre. La base de données élaborée à partir d'une impressionnante documentation rassemblée tant à Paris et dans certaines villes de province qu'à Chicago, New York et Washington forme un corpus de 656 biographies. Construit à partir d'une enquête minutieuse, l'ouvrage a un caractère encyclopédique qui fera le bonheur des chercheurs en histoire culturelle de l'art et des lecteurs friands d'anecdotes sur les us et coutumes du monde fermé des collectionneurs. Illustré et fourmillant d'exemples intéressants, il est agréable à lire, en dépit d'une écriture serrée et synthétique qui résulte du choix éditorial.

Prévenu dès la première page, le lecteur désireux de connaître le détail de l'appareil critique et les nuances de la réflexion épistémologique est invité à se reporter à la thèse. Subsistent, malgré ce rétrécissement, l'index des 250 personnages (les plus significatifs ?) cités dans l'ouvrage, l'inventaire des sources et une bibliographie qui, avec des documents illustratifs, en font un outil de travail remarquable. Des tableaux statistiques, des extraits de contrats de donation, d'inventaires ou de legs, de souvenirs de voyages ou de marchands d'art, de discours parlementaires relatifs à l'acceptation des legs et donations (pour le Louvre seulement), des notices biographiques, et diverses reproductions (photographies de collectionneurs, d'œuvres, d'intérieurs, et de salons et galeries), donnent de la chair au corps du texte.

L'essentiel de l'énorme corpus de données est donc préservé. Un phénomène social à la fois économique, politique et symbolique, qu'historiens d'art et professionnels du marché de l'art ont toujours traité d'un point de vue individuel, descriptif, et figuratif est ainsi analysé dans une perspective d'histoire comparée franco-américaine¹. Parmi les 250 collectionneurs donateurs évoqués plus de dix fois dans le texte, on remarque dix-huit Français (Jacques Doucet, Édouard André et Nelly Jacquemart, Raymond Kœchlin, Étienne Moreau-Nélaton, Eugène Piot, les frères Joseph, Salomon et Théodore Reinach, les Rothschild) et cinq Américains (Horace et Louisine Havemeyer, les époux Hutchinson et James Quinn). Leurs singularités servent d'exemple type aux séries de portraits des collectionneurs donateurs représentatifs des catégories dégagées par traitement statistique pour toutes les entrées analysées dans cette magistrale étude quantitative d'histoire comparée.

Dans une longue introduction, l'auteur nous convie à porter des regards différents pour aborder l'étude d'un fait culturel qu'elle traite comme un fait social au sens de Durkheim, au risque d'oublier de lire le sens des images dans le miroir que constitue aussi une collection pour son propriétaire réel ou virtuel. Si les concepts de représentation et de regard sont finement analysés dans les première et deuxième parties, à la fois comme indices de la connaissance du collectionneur dans sa pra-